

LE SEQUESTRE CONVENTIONNEL

DÉFINITION ET DOMAINE :

Cf. article 1956 et suivants du code civil

« Le séquestre conventionnel est le dépôt fait par une ou plusieurs personnes, d'une chose contentieuse, entre les mains d'un tiers qui s'oblige de la rendre, après la contestation terminée, à la personne qui sera jugée devoir l'obtenir ».

=> Contrat librement conclu entre les parties qui conviennent de remettre à un tiers la conservation d'une chose à propos de laquelle elles ont une contestation. (par opposition au séquestre judiciaire qui est une mesure ordonnée par le juge)

Il peut être fait à titre gratuit (dans ce cas, application des règles du dépôt) ou à titre onéreux. Si rien n'est précisé, il est présumé être à titre gratuit.

Il peut porter sur des biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels (exemples : des droits de créance, des valeurs mobilières...)

Le séquestre peut porter non-seulement sur la propriété de la chose, mais aussi sur la simple possession, (ici la contestation porte sur la possession).

Dans ce cas, c'est la personne à qui la chose a été confiée qui est censée posséder pendant le litige ; mais sa possession sert à celui qui a gagné le procès, non-seulement contre l'autre partie, mais encore contre les tiers : elle sert pour les actions possessoires comme pour la prescription.

Originalité : Le séquestre conventionnel peut porter sur une chose qui appartient à plusieurs personnes.

Une fois la contestation terminée, celui qui a été jugé devoir obtenir la chose, a action pour le tout contre le séquestre, pour se la faire rendre, et le séquestre est libéré envers l'autre partie, par la restitution faite au premier, soit que la chose soit ou non matériellement divisible.

Le séquestre est étendu aux accessoires de la chose, objet du séquestre, et à la valeur ou à la chose qui le remplace en cas de cession.

Le dépositaire chargé du séquestre ne peut être déchargé avant que la contestation ne soit terminée qu'avec le consentement de toutes les parties intéressées ou pour une cause jugée légitime (Cf. article 1960 du code civil)

Concrètement : si le séquestre remet volontairement la chose à l'une des parties avant le jugement de la contestation, ou, après le jugement, à celle qui aurait succombé, il serait responsable envers l'autre, du préjudice que cette remise pourrait lui causer.

Remarque : la notion de « parties intéressées » désigne toutes celles qui ont établi ou demandé le séquestre, mais aussi toutes les personnes qui ont un intérêt sur la chose séquestrée dès lors que le séquestre a été informé de leurs contestations ou revendications.

SUR LES OBLIGATIONS DU SÉQUESTRE :

La convention conclue entre les parties fixe le rôle et les pouvoirs du séquestre (la seule limite étant le respect de l'ordre public).

⇒ **Liberté contractuelle** (sous réserve de l'ordre public).

Si la convention ne précise rien, le séquestre est tenu à la conservation de la chose comme un dépositaire. Il est soumis à la même responsabilité que le dépositaire en cas de négligence dans sa mission.

Concrètement : le séquestre est tenu de conserver la chose et de la **restituer EN NATURE**. Mais il n'est tenu qu'à une **obligation de MOYENS RENFORCEE**, c'est-à-dire qu'en cas de détérioration de la chose, il peut s'exonérer en rapportant la preuve qu'il n'a commis aucune faute (force majeure) ou qu'il a donné à cette chose les mêmes soins qu'à la chose lui appartenant (modèle du bon père de famille).

Le séquestre est aussi responsable envers les tiers, si la convention de séquestre a eu pour conséquence de leur causer un préjudice.

Exemple : responsabilité du notaire qui omet de désintéresser l'un des créanciers du vendeur du fonds de commerce avec le prix de la vente alors qu'il était chargé de désintéresser l'ensemble des créanciers du vendeur).

SEQUESTRE ET PROCEDURE COLLECTIVE :

Le débiteur soumis à une procédure collective qui consigne volontairement une somme litigieuse demeure dans son patrimoine juridique, sans que le créancier puisse se prévaloir d'un droit de préférence sur cette somme.

Le séquestre conventionnel oblige le dépositaire, même en redressement judiciaire, à rendre la chose contentieuse déposée entre ses mains à la personne qui sera jugée devoir l'obtenir, sans qu'il y ait lieu à concours entre les créanciers de ce dépositaire. **Chb. commerciale 13 novembre 2001.**

Dernier arrêt : **Chb Commerciale 24 avril 2007**

Le séquestre conventionnel intervenu avant l'ouverture de la procédure collective soustrait les sommes à l'effet réel de la procédure.